



Suite à un grand nombre d'informations erronées ou fausses parues dans les médias, Amesys tient à apporter les précisions suivantes.

Amesys a signé un contrat en 2007 avec les autorités libyennes. La livraison du matériel a eu lieu en 2008. Le contrat concernait la mise à disposition d'un matériel d'analyse portant sur une fraction des connexions internet existantes, soient quelques milliers. Il n'incluait ni les communications internet via satellite – utilisées dans les cybercafés –, ni les données chiffrées – type Skype –, ni le filtrage de sites web. Le matériel utilisé ne permettait pas non plus de surveiller les lignes téléphoniques fixes ou mobiles.

Ce contrat a été signé à l'époque dans un contexte international de rapprochement diplomatique avec la Libye qui souhaitait lutter contre le terrorisme et les actes perpétrés par Al-Qaïda. (2007 : année de la libération des infirmières bulgares). (Déc. 2007 : visite officielle de Mouammar Kadhafi en France ; Juil. 2009 : rencontre de Barack Obama et Mouammar Kadhafi en Italie).

Toutes les activités d'Amesys respectent strictement les exigences légales et réglementaires des conventions internationales, européennes et françaises. Amesys n'opère aucun centre d'écoute téléphonique ni internet à aucun point du globe.

Amesys a toujours privilégié un développement dans les zones géographiques avec lesquelles la France ou l'Europe nouent des partenariats stratégiques.

La stratégie d'Amesys est de mettre au point des systèmes informatiques critiques permettant la protection du patrimoine numérique de ses clients ou la sécurité physique des personnes (véhicule shadow : contre les déclenchements à distance de bombes lors de passages de convois).

Les activités d'Amesys s'intègrent également dans les procédures de contrôle interne définies pour éviter toute irrégularité au sein du Groupe Bull, dont elle est filiale depuis 2010.

Amesys ne communique jamais sur ses activités par région mais souhaite - compte tenu de circonstances exceptionnelles en Lybie - éviter toute désinformation préjudiciable à ses équipes, ses clients et ses partenaires.

Amesys réserve ses droits concernant les atteintes qui pourraient être portées à son image ou à sa réputation.

Le 1^{er} septembre 2011

Communiqué

Direction de la Communication

